



UNIVERSITE CHEIKH ANTA DIOP DE DAKAR

OFFICE DU BACCALAUREAT

Dakar, le 30 Juin 2026

CANEVAS POUR L'ÉVALUATION DES ÉPREUVES DE PHILOSOPHIE DU BACCALAUREAT 2016

SUJETS DU PREMIER GROUPE: SERIES: L'1 - L1a - L1b -L2 – LA

PHILOSOPHIE

Rappel

Le souci de l'équipe est de contribuer au mieux à l'harmonisation des évaluations où, malheureusement, des écarts parfois criards ont été notés. Les correcteurs sont donc invités à redoubler de vigilance. Il y va du crédit de la discipline.

L'équipe souhaite à tous les correcteurs une bonne réception du document et reste naturellement ouverte à toutes les suggestions et recommandations en vue d'un travail sans cesse amélioré.

GRILLE D'ÉVALUATION PROPOSÉE AUX CORRECTEURS

Remarques : Cette grille a été conçue par l'équipe pédagogique chargée de la confection des modules de formation, Bad IV.

Objectifs : sensibiliser les collègues sur les enjeux et les problèmes de l'évaluation :

- 1- harmoniser les critères d'évaluation ;
- 2- corriger les disparités et les écarts constatés dans la correction.

Critères pour la dissertation

❓ Conceptualisation et problématisation

- ❓ Analyser correctement les termes du sujet
- ❓ Dégager une problématique pertinente
- ❓ Traiter le sujet tel qu'il est posé
- ❓ Donner au sujet une extension suffisante

❓ Argumentation

- ❓ Formuler un certain nombre d'idées précises et pertinentes (et non des lieux communs ou des généralités)
- ❓ Bien délimiter les idées importantes et en pousser la logique jusqu'à son terme
- ❓ Intégrer des références bien commentées
- ❓ Elaborer progressivement une réponse à la question posée (cohérence)
- ❓ Prendre en charge les thèses opposées à celles que l'on défend ; comprendre qu'elles peuvent être pensées et argumentées
- ❓ Faire le bilan de l'analyse et répondre à la question soulevée par le sujet

? **Communication**

- ?** Poser clairement le problème dans l'introduction
- ?** Equilibrer les parties et soigner la présentation
- ?** Traiter une idée par alinéa ; la développer de manière cohérente
- ?** Utiliser à bon escient les mots de liaison, les citations et les exemples
- ?** Rédiger la dissertation dans une langue correcte et un style précis.

Grille d'évaluation

A	07 points
B	08 points
C	05 points

Critères pour l'explication de texte

? **Conceptualisation et problématisation**

- ?** Lire, comprendre et analyser correctement le texte
- ?** Dégager clairement l'idée générale
- ?** Expliciter clairement les idées du texte
- ?** Circonscrire son analyse dans les limites du texte

? **Argumentation**

- ?** Mettre en évidence l'idée générale et sa corrélation avec les idées secondaires (autres idées du texte)
- ?** Délimiter les idées du texte
- ?** Intégrer des références bien choisies et les expliquer
- ?** Avoir une attitude critique à l'égard du texte

? **Communication**

- ?** Dégager clairement l'idée générale
- ?** Equilibrer les différentes parties en fonction des différents aspects du problème abordé dans le texte
- ?** Rédiger une conclusion qui fasse le bilan de la réflexion
- ?** Rédiger le commentaire dans une langue correcte, dans un style concis et précis.

Grille d'évaluation

A	07 points
B	08 points
C	05 points

Sujet I

Vaut-il mieux être gouverné par un homme vertueux ou par des lois justes ?

Problématique

Le sujet invite à réfléchir sur le fondement du politique. Il s'agit de voir si une bonne gouvernance politique, sociale et économique devrait être assurée par des hommes vertueux ou par des lois justes ? En d'autres termes, dans le domaine de la gouvernance, faut-il préférer la vertu à la règle de droit ?

Un gouvernement dirigé par un homme vertueux n'est-il pas le gage d'une vie collective fondée sur la sagesse et garantissant l'épanouissement de chacun-e ?

Mais un homme vertueux est-il infallible ? Et si cet homme disparaît ? Qu'est-ce qu'un fondement politique qui pourrait ne durer que le temps d'une vie ?

Ne faudrait-il pas dans ce cas, envisager un fondement du pouvoir politique qui s'exprimerait par des lois justes, impersonnelles, qui s'appliqueraient à tous en assurant la continuité de la vie publique ?

Toutefois, les lois même justes, ne valent -elles que par les hommes et les femmes qui les appliquent ? En d'autres termes, une loi juste ne peut-elle pas être manipulée ou mal interprétée à dessein ?

Mais cette opposition établie par le sujet est-elle indépassable ?

Des lois justes ne nécessitent-elles pas des hommes vertueux pour les mettre en application ?

Compétences attendues

Le ou la candidat(e) devra procéder à l'analyse des notions et expressions-clés (« vaut-il mieux », « être gouverné », « homme vertueux », « lois justes »).

Vaut-il mieux : est-il préférable ? Est-il plus judicieux ? Est-il plus avantageux ? Est-il plus efficace ?

Être gouverné : être soumis, dirigé par un pouvoir politique qui administre, légifère pour la vie collective ...

Homme vertueux : personne qui se distingue par son intégrité, sa droiture et une disposition certaine à faire le bien ...

Lois justes : règles juridiques qui expriment, protègent et garantissent les droits fondamentaux des individus, l'intérêt général ; qui impliquent, dans leur formulation, la participation active des administré-e-s...

Le ou la candidate, pourrait soutenir la thèse selon laquelle une gouvernance des hommes, pour être bonne et efficace, nécessiterait la direction d'un homme vertueux, intègre, n'ayant comme souci que l'intérêt général et toujours disposé à faire le bien au profit des administrés.

Il ou elle devra cependant, interroger la pertinence d'une telle idée en mettant par exemple en exergue le fait que cet homme vertueux soit naturellement faillible et qu'en outre, rien ne puisse garantir la continuité d'une telle gouvernance s'il venait à disparaître.

Il s'agirait alors d'envisager la possibilité, qu'en réalité, une bonne gouvernance soit fondée sur des lois justes qui offrent l'intérêt d'être impersonnelles, impartiales et garantissant la stabilité et la continuité.

Il ou elle devra toutefois examiner les limites éventuelles d'une telle position. Dans le cadre des lois justes, ne peut-il pas arriver que souvent, celles et ceux qui sont appelés à les appliquer commettent des injustices liées à soit, par exemple, à des pouvoirs d'argent ou qu'ils obéissent à des pouvoirs politiques ou autres ?

Le candidat ou la candidate devra alors dépasser cette opposition, pour montrer que la garantie d'une bonne gouvernance doit reposer sur des lois justes mises en œuvre par des hommes et des femmes vertueux.

On appréciera particulièrement que le candidat ou la candidate aille jusqu'à montrer qu'en réalité toute bonne gouvernance devrait également reposer sur une réelle participation citoyenne, fondement d'une opinion publique éclairée et responsable, qui, en définitive, en constituerait le meilleur garant. En d'autres termes, des citoyens éclairés sont le meilleur contrepouvoir à l'arbitraire des institutions politiques et juridiques.

Il ne sera pas toléré du candidat ou de la candidate qu'il ou qu'elle se livre à une restitution mécanique du cours sur l'Etat.

Sujet II : Le langage est-il un instrument de pouvoir ?

Problématique

La question invite à réfléchir sur le pouvoir que le langage pourrait conférer aux humains : ce pouvoir qui pourrait être entendu au sens d'une capacité à faire agir ou à se faire obéir. Dans certaines conditions, le langage ne peut-il pas apparaître comme une redoutable arme de manipulation et de domination ? Inversement, ne peut-il pas neutraliser le pouvoir de la violence en instaurant les conditions de possibilité d'une entente entre des parties en conflit ? Mais ce pouvoir est-il absolu ? Ne peut-il pas aussi se révéler inefficace dans la résolution des conflits ?

Compétences attendues

Le candidat ou la candidate devra analyser les notions suivantes : «Langage », « instrument de pouvoir »

« **Langage** » : Le langage est défini philosophiquement comme **un système de signes** (vocaux, graphiques ou gestuels) utilisé intentionnellement pour **exprimer des pensées et communiquer** avec autrui ;

Capacité universelle et innée propre à l'être humain d'exprimer une pensée et de communiquer au moyen d'un système de signes qui peuvent être vocaux, gestuels , graphiques...

« **Instrument de pouvoir** » : un moyen, un dispositif matériel ou symbolique utilisé pour exercer , légitimer ou représenter l'autorité ; désigne tout moyen, qu'il soit concret, institutionnel ou symbolique, utilisé par un individu , un groupe ou un Etat pour exercer son influence, imposer sa volonté, maintenir son autorité ou contrôler une population

Dans la phase de validation, le candidat ou la candidate devra montrer en quoi le langage pourrait être considéré comme un instrument de pouvoir, pouvoir compris comme une emprise sur les conduites : capacité de contraindre, à influencer, à agir ou à imposer l'obéissance.

Il pourrait également , par exemple, avoir un rôle social consistant à aplanir les divergences, à instaurer la confiance entre les individus et à mettre en place les conditions permettant d'envisager les conflits-inévitables dans toute société- autrement que par la destruction de l'adversaire.

Dans la discussion , le candidat ou la candidate pourrait se demander si ce pouvoir que l'on confère au langage ne lui serait-il pas extérieur et appartiendrait de fait, au locuteur ?

Il se pourrait bien qu'un individu, investi d'un certain statut social, produise par son langage des effets qui proviendraient de sa position dans la hiérarchie sociale. Par exemple, le griot dans la société traditionnelle qui avait un pouvoir qui pouvait se manifester dans ses discours, ou encore, un homme politique influent ?

On appréciera particulièrement que le candidat ou la candidate perçoive , entre autres, l'idée selon laquelle le véritable pouvoir du langage à instaurer une vie sociale harmonieuse est tributaire de l'attitude des interlocuteurs qui peuvent rester figés dans des positions partisans ou dictées par des intérêts antagoniques .

Il ne sera pas toléré du candidat ou de la candidate qu'il ou qu'elle se livre à une restitution mécanique du cours sur langage et culture.

Sujet III

Commentaire de texte

Problématique

Ce texte invite à réfléchir sur la nature des rapports entre la science et la philosophie. Quand les théories scientifiques se traduisent en applications techniques (« *fécondation artificielle, bombe à hydrogène* »), elles affectent nécessairement la vie des humains en soulevant des interrogations auxquelles la science, en tant que science, ne peut apporter des réponses satisfaisantes (« *la science est impuissante à se donner par ses propres moyens son origine et sa fin* »).

En effet, au-delà de ce qui, en l'humain, relève de l'ordre de la nature et est susceptible d'être objectivé par les sciences expérimentales (*le monde humain n'est pas seulement un monde d'objectivité matérielle.*), il existe un domaine de valeurs et de croyances qui dessinent un horizon de sens que seule la philosophie est en mesure d'instituer et d'interroger (« *une autre sagesse* »). D'après le texte, la mission de la philosophie est de définir ces finalités qui font défaut à la pratique scientifique, ce qui revient à fournir aux humains une vision unifiée du réel (« *un sens global à l'existence de l'homme dans le monde* ») qui intègre les résultats de la science et les sagesse et valeurs produites par les sociétés.

Structure du texte

Dans un premier mouvement, il est question de l'irréductibilité des résultats techniques de la science et de l'univers des valeurs, ce qui rend indispensable l'intervention de ce que l'auteur appelle « *une autre sagesse* ».

Dans le second mouvement, le texte montre que c'est à la philosophie que revient cette fonction de suppléer aux insuffisances de la science en produisant les concepts qui permettent de donner une vision unifiée de la réalité.

Dans la discussion, le candidat ou la candidate pourrait se demander si le rapport unilatéral défini ici par Gusdorf ne devrait pas être interrogé. Les résultats scientifiques, les grandes découvertes scientifiques ne définissent-ils pas de nouvelles conditions d'exercice de la philosophie ? En effet il arrive très souvent que certaines grandes découvertes scientifiques ou technologiques obligent à poser les questions philosophiques de façon tout à fait nouvelle (exemples : la découverte de l'inconscient en psychanalyse qui amène à repenser les notions de liberté, de responsabilité, la biologie moléculaire et la question de la définition de l'homme ; la révolution du numérique et de l'intelligence artificielle à propos de la question : qu'est-ce que penser ?)

Sous cet angle, les relations entre philosophie et science ne devraient-elles pas être pensées sous le mode de la complémentarité ?

On appréciera particulièrement que le candidat ou la candidate aille jusqu'à montrer que les scientifiques eux-mêmes puissent produire une réflexion sur leur propre pratique.

Il ne sera pas admis que la candidate ou le candidat se livre à une restitution mécanique du cours sur la science.